

"On fera la guerre s'il le faut"

Vincent rocour (2007)

Mis en ligne le 23/10/2007

Entretien

Vendredi dernier, les partenaires de la future orange bleue ont dessiné les contours d'un accord sur la fonction publique. L'idée d'instaurer un service minimum en cas de grève a été retenue. Et les discussions sur une éventuelle réduction des effectifs dans l'administration n'ont été que postposées. De quoi faire réagir la Centrale générale des services publics (CGSP) par la voix d'Alain Lambert, son vice-président et par celle de Francis Wégimont, son secrétaire général. Lesquels annoncent leur intention de "faire la guerre" au futur gouvernement s'il insiste. Un avant-goût sera d'ailleurs donné à la fin de semaine. Les cheminots de la CGSP organisent, en effet, ce vendredi un arrêt de travail d'une heure - probablement en décalage selon les régions pour en accentuer les effets toute la journée.

La CGSP est inquiète ?

Alain Lambert. Les nouvelles sont alarmantes. On parle de la suppression d'emplois. Le chiffre de 12 000 emplois perdus circule. Il y a 90 000 fonctionnaires fédéraux. Vous imaginez les dégâts.

D'où tenez-vous ce chiffre ? Les négociateurs disent ne pas avoir tranché ce point...

Alain Lambert. Cela ne me rassure pas davantage. Ils ont dit qu'ils remettaient leur discussion à un exercice budgétaire. Cela démontre bien qu'il n'y a pas de réflexion de fond sur le service public. C'est le budget qui va décider.

Cela paraît plus compliqué. Le MR, notamment, évoque des diminutions d'effectifs dans certains départements, mais aussi des augmentations dans d'autres...

Francis Wégimont. Nous avons aussi entendu cela. Mais dans son département, les Finances, Didier Reynders ne fait pas cela. Il a bloqué des choses pour faire en sorte que cela ne fonctionne pas. Et il sous-traite au privé. C'est un audit mené par une entreprise privée qui a découvert le trou des 800 millions...

Et le service minimum ? L'orange bleue a dit qu'elle ne l'imposerait pas sans concertation avec les organisations syndicales.

A.L. C'est un peu curieux, cette concertation. Tout le monde sait que les organisations syndicales ne sont pas demandeuses. En 10 minutes, tout sera dit. Ou alors, les dés sont pipés.

Pourquoi ce refus ?

A.L. Parce que c'est une aberration. Comment voulez-vous organiser un service minimum dans les chemins de fer? Les trains vont partir avec un wagon en moins ? Ou va-t-on en laisser partir un sur deux? Et dans ce cas, qui va pouvoir monter dans le train ? Aux heures de pointe, les wagons sont déjà bondés. Et à la Poste? On envoie une lettre sur deux? C'est impossible. Cela démontre que l'objectif est de toucher au droit de grève.

F.W. Entendons-nous bien. Il y a la nécessité d'avoir un service minimum lorsque la santé ou la sécurité des usagers est en jeu. Cela se fait depuis longtemps dans les hôpitaux, dans les casernes de pompiers. Nous sommes par ailleurs pour le respect des procédures en cas de grève : dépôt d'un préavis, respect des délais, etc. Avant les vacances, nous avons refusé de reconnaître une grève sauvage à Liège. Mais imposer un service minimum, c'est contraire au droit de grève. C'est refuser de vouloir chercher une solution dans le conflit social. Pour nous, on ne peut pas transiger là-dessus. Nous n'accepterons pas un service minimum imposé. Cela pourrait provoquer des remous.

Quel genre de remous ?

F.W. La réaction sera à la hauteur de la menace. Si on doit foutre le bordel, on foutra le bordel. On aura un avant-goût ce vendredi. Et si l'orange bleue persiste, on lui fera la guerre.

Mais une grève, c'est prendre les usagers en otage...

F.W. Quand c'est annoncé, on prend sa voiture, on s'arrange...

Vous ne roulez pas pour le PS ?

F.W. Ah, non. Quand le PS parle, j'ai du mal à trouver un message de gauche.

Il ne sera plus aux affaires...

F.W. A cause de cela. Le PS ne doit pas être surpris de voir le MR le dépasser dans les sondages. Au moins, Reynders, quand il annonce quelque chose, c'est clair.